

## Les fourriers du Front national

**UNE antienne en apparence inusable : le peuple est ingrat, qui n'a pas encore compris ses responsabilités dans le marasme de l'économie. C'est qu'il ne consomme pas assez, parce que le moral lui fait défaut. Qu'il retrouve la foi, et le soleil se lèvera. Antienne assortie de mensonges, de contrevérités, de retournements verbaux sans vergogne, cependant que les injustices s'aggravent et que frustrations et ressentiments grandissent. Indigence, aveuglement de la démocratie qui œuvre sans trêve à l'avènement de ses pires ennemis.**

Lucidité, compétence, détermination : sous ce masque d'une belle assurance perce le malaise des principaux responsables politiques. Le gouvernement se sait, en permanence, à la merci d'un double péril : imprévisibles réactions de rue, et traîtrises programmées au sein de sa propre majorité. L'opposition, quant à elle, oscille entre l'euphorisante perspective d'un retour au pouvoir en 1998 et l'inquiétude de devoir alors prescrire d'amères médications.

Dans chaque camp, deux seules certitudes : loin de se dissiper, les frustrations sociales tendent à s'exacerber — elles promettent un bel avenir aux abstentionnistes et, surtout, aux formations extrémistes.

Avec des scores particulièrement élevés chez les 18-34 ans (18 %), les ouvriers (30 %) et les chômeurs (25 %), le Front national, d'une élection présidentielle (1988) à l'autre (1995), a progressé de 14,5 % à 15,5 % des voix. En juillet 1995, la Sofres constate que 22 % des personnes interrogées approuvent les critiques acerbes portées par M. Jean-Marie Le Pen contre la « classe politique ». A l'occasion des élections sénatoriales de septembre 1995, 1 890 voix se sont portées sur le Front national, qui ne comptait pourtant que 685 grands électeurs : pas de frontière étanche entre la droite républicaine et l'extrême droite. Un bon connaisseur prévoit : « Tout est en place pour que le Front national atteigne les 25 % du corps électoral (1). »

Si ce pronostic devait un jour se vérifier, les dirigeants du Front national en seraient moins redevables à leurs propres talents qu'à l'inconscience ou aux erreurs de ceux qui, au mieux, prétendent le combattre. Pour ne pas avoir « osé dire la vérité sur la politique [d'immigration], la gauche comme la droite ont ouvert des boulevards au Front national », constate Patrick Weil (2). Sur bien d'autres problèmes, notamment la « fracture sociale », mensonges, approximations, faux espoirs et promesses non tenues ont aussi frayé aux extrémismes une voie royale (3).

Ainsi, à gauche et à droite, il n'est pas un homme politique qui, avec plus ou moins de sincérité, n'ait un jour ou l'autre déclaré : « Nous refusons qu'il y ait deux France, une qui profite et l'autre qui sombre (4). » Et pourtant, chaque semaine, le citoyen découvre le visage d'un nouveau « gagnant » qui, à coups de douteuses faveurs, d'artifices légaux, de fraudes, a su, en effet, « profiter », pendant que, sur le même palier ou dans la rue voisine, « sombrent » des femmes et des hommes qui, sans avoir démérité, se trouvent privés de leur emploi. La société, dira-t-on, n'abandonne pas ces victimes à leur triste sort. C'est tellement vrai que, avec sa faconde souriante, M. Raymond Barre propose de tailler dans « un tel luxe de mécanismes d'aide aux chômeurs »... « Luxe » ? Le « meilleur économiste de France » a le sens du mot juste...

## L'art de se moquer du monde

C'EST un tout autre « luxe » (20 % des Français accaparent 44 % du revenu national et 69 % du patrimoine) qui choque les citoyens. Assagis, ils ont abandonné le rêve des « niveleurs » d'antan, acceptent des inégalités, mais ne supportent pas celles que rien ne justifie. Inégalités cautionnées par la loi, comme les avantages fiscaux et les astucieuses faveurs, les stock-options par exemple, qui permettent aux états- majors des grandes sociétés de s'attribuer, sans risque, de substantiels pactoles tout en licenciant du personnel au nom d'inéluctables «restructurations». Inégalités liées à une position éminente dans la hiérarchie car, dans ces hautes fonctions confortablement rémunérées, incompétence et erreurs de jugement, impitoyablement punies aux échelons subalternes, échappent aux sanctions de la loi : gouffres financiers dans l'immobilier comme dans les industries d'armement, le Crédit lyonnais, le Crédit foncier, Eurotunnel, le Comptoir des entrepreneurs, le Crédit d'équipement des PME... Et, pour couronner le tout, inégalités découlant d'outrancières violations de la loi.

En l'absence de tels désordres, les plus démagogiques critiques de l' « establishment » tomberaient dans des oreilles de sourds.

La liste des personnalités déjà condamnées ou mises en examen n'épargne aucun domaine d'activité, aucune famille politique. Aux PDG et gestionnaires de grands groupes (Compagnie générale des eaux, Paribas, Alcatel, Bouygues...) viennent de s'ajouter des syndics de copropriété, des restaurants à trois étoiles, l'ineffable président « humanitaire » de l'Association pour la recherche sur le cancer... Accompagné de biographies sommaires et d'un succinct résumé des chefs d'inculpation, ce sinistre Who 's Who du déshonneur, encore incomplet, constituerait un fort volume relié plein chagrin, doré sur tranche.

Dans leur immense majorité, les « élus du peuple » font preuve d'une scrupuleuse honnêteté. Le drame n'est donc pas que certains aient failli, mais que leurs amis aient gardé un silence complice. Pour citer trois noms seulement : que les élus socialistes aient eux-mêmes chassé de leurs rangs leur camarade Boucheron, ancien maire d'Angoulême, et que les élus de droite aient agi de même à l'égard de M. Jacques Médecin ou de M. Maurice Arreckx, anciens maires de Nice et de Toulon, et les citoyens de ce pays ne seraient pas 22 % à applaudir aux diatribes de M. Le Pen contre la « classe politique ». La République est atteinte à travers ceux qui ont vocation à la servir.

Sous des régimes qui n'étaient pas tous républicains, des siècles de scandales ont entretenu dans l'opinion un réalisme de bon aloi. Bon prince, l'électorat populaire se sentirait plutôt porté à une certaine indulgence pour telle défaillance de telle ou telle personnalité. Mais, au fil des ans, l'accumulation des cas le conduit au scepticisme, surtout lorsqu'il se sent dédaigné, méprisé, par ceux dont les comportements démentent le discours.

Etre traité en naïf, facile à berner, blesse le citoyen au moins autant que toute atteinte à ses intérêts. Il supporte mal que son revenu soit écorné, et tout aussi mal que sa dignité soit bafouée. La combinaison des deux offenses ajoute la colère à la déception, le rend réceptif aux philippiques les plus démagogiques.

Lorsqu'ils étaient au pouvoir, MM. Nicolas Sarkozy et François Léotard ont bien entendu dénoncé les déficits publics et augmenté les impôts. Or voilà que, début janvier, ils lancent à M. Alain Juppé « un appel solennel et pressant » en faveur d'une « pause fiscale », d'un «moratoire fiscal» : le RDS (remboursement de la dette sociale) «peut attendre». « Il serait opportun, écrit pour sa part M. Balladur, de différer de quelques mois la perception de telle ou telle recette de l'Etat (5) », soit le RDS, soit le premier tiers provisionnel, précise-t-il ensuite devant les caméras de France 2.

Dès son arrivée au pouvoir, en 1993, M. Edouard Balladur s'était pourtant empressé de porter de 1,1 % à 2,4 % le taux de la CSG (contribution sociale généralisée), cet impôt contre lequel lui-même et ses amis c'étaient déchaînés lorsque M. Michel Rocard l'avait fait voter. « La CSG n'est

que filouterie et arnaque », proclamait en 1990 M. François d'Aubert (6) ; il reprochait aux socialistes d'être « enfoncés jusqu'au cou dans le dogmatisme de l'assiette [fiscale] large ». Et voici que maintenant M. Balladur prône une réforme fiscale « basée sur l'élargissement de l'assiette (7) »... Pour se justifier, il dirait que la conjoncture a changé.

En 1990, M. Alain Juppé pourfendait, lui aussi, cette « réforme qui défie le bon sens », d'autant que, objectait-il à M. Michel Rocard, la CSG s'applique aussi aux retraités qui ont déjà « cotisé pendant toute leur vie active ». Par un retournement radical, il approuve en 1993 le doublement du taux de la CSG, et récidive en 1996 en instaurant le RDS — qu'il applique aussi aux retraités. « La morale en politique, proclamait-il sans sourciller voilà cinq ans, c'est de ne pas faire le contraire de ce pour quoi on a été élu (8). »

Souscrivant sans réserve à cette morale, M. Balladur se flatte, en octobre 1995, d'avoir ramené les déficits du budget et de la Sécurité sociale « de 6,1 % du PIB en 1993 à 5 % en 1995 (9) ». Fort satisfait de ce bilan, il en célèbre à nouveau la louange deux semaines plus tard : sous son gouvernement (1993-1995) « le déficit budgétaire a été réduit de 341 à 275 milliards », soit, précise-t-il de 4,5 % à 3,5 % du PIB (10). Exercice sans risque : les Français, pense-t-il sans doute, oublient vite les chiffres, de toute façon ils n'y comprennent rien et s'en remettent aux « experts »... Voici quand même les chiffres qui indiquent la véritable évolution des déficits (11) (voir ci-dessous le tableau I).

### **« Redonner confiance », notre souci**

SUR un autre dossier, M. Balladur n'est pas moins content de lui :

« Au printemps 1995, écrit-il en novembre dernier, le chômage reculait d'environ 20 000 personnes par mois. » Aurait-il oublié qu'il chantait déjà victoire dès le début de 1994 ? Ses services annonçaient alors que le chômage était pratiquement jugulé puisque, au mois de décembre 1993, il n'avait progressé que de 0,1 %. Nous sommes « sur la bonne voie », affirmait-il, réjoui, le 14 février 1994 devant les caméras de France 2. Deux ans plus tard, le 16 janvier 1996, sur le même plateau de télévision, il rappelle en le savourant ce résultat reconfortant.

Résultat trompeur. L'ancien premier ministre ne dit pas que, à la fin de 1993, son gouvernement — sans doute par pure sollicitude — avait dispensé certaines catégories, dont les chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi (à cet âge, ils n'ont plus le moindre espoir de trouver un emploi), de pointer à l'ANPE. Sans perdre leurs indemnités, ils disparaissaient ainsi des statistiques (12). Le chômage « reculait »... Faut-il s'étonner que, parmi les ouvriers et les chômeurs, le score de M. Le Pen atteigne le double de sa moyenne nationale ?

Sans pour autant cesser de s'entre-déchirer, les factions de droite semblent soudain, entre deux coups de dague, faire bloc pour, d'une même voix, prôner la « confiance ». « Il nous faut retrouver la croissance grâce au retour de la confiance », écrit, en janvier M. Balladur (13). Confiance en quoi, en qui ? Mais voyons : confiance en ceux qui, avec un efficace talent, résorbent les déficits, font reculer le chômage, illuminent l'avenir...

Lui aussi transfiguré par le noble souci de « redonner confiance (14) » aux Français, M. François Léotard a conçu un plan, un vrai plan, simple, séduisant, audacieux, couronné par cette exaltante péroraison : « Une économie plus libre, une volonté claire de réformer la société, la poursuite d'une forte convergence [franco-allemande], la définition de perspectives nettes... » Magie des mots : liberté, clarté, force, netteté... Agrémentée de telles platitudes, cette banalité n'enfreint aucune loi. Mais, peut-être l'ignore-t-on à Fréjus, ce non-délit ne saurait bénéficier, lui, d'une quelconque prescription.

Sans pour autant mettre une trêve à ses luttes fratricides, la droite se montre unanime sur ce point essentiel : « Il nous faut retrouver la croissance grâce au retour de la confiance [...]. Privilégions les économies et la baisse des impôts pour favoriser la progression du pouvoir

d'achat, le développement de la consommation et donc la croissance. » M. Balladur l'écrit (15) et, fort de sa compétence, M. Léotard le confirme : « D'abord rétablir la confiance [...] afin de relancer [...] la consommation (16). » Aucun gouvernement ne saurait en disconvenir : l'économie stagne, et la faute en incombe aux Français : par sottise frugalité, ils ne consomment pas assez...

S'ils se montrent parcimonieux dans leurs achats, c'est parce qu'ils manquent non pas d'argent mais de confiance. Vaillamment, à la radio et à la télévision, les commentateurs spécialisés s'époumonent à répéter la même antienne, sans jamais laisser transparaître la moindre lassitude, le moindre doute. Les bons citoyens devraient les croire : les causes du marasme sont moins économiques que psychologiques. La consommation a baissé (— 1,8 % au quatrième trimestre de 1995), les Français conservent jalousement leur épargne : ils n'ont pas le moral...

A défaut d'augmenter leur pouvoir d'achat, comment leur rendre l'espoir ? En leur disant la vérité. La vérité de M. Balladur tient en deux chiffres : la moyenne des prélèvements obligatoires (impôts plus cotisations sociales) atteint en Europe 41,5 % du PIB ; en France, elle « approche de 45 % ». C'est exact. Huit jours plus tard, M. Léotard répète cette leçon bien apprise. Ils ont raison de vouloir résorber cet écart de 3,5 points. Mais ils cachent l'essentiel : en France, les cotisations sociales, qui pénalisent les salaires, sont de 14 points supérieures à la moyenne européenne, mais l'impôt sur le revenu, théoriquement proportionnel, est de 13 points inférieur à cette même moyenne (voir le tableau II, p. 6).

Ramener les prélèvements obligatoires à la moyenne européenne de 41,5 % implique une double démarche :

- a) diminuer les cotisations sociales pour accroître le revenu direct des salariés ; et donc leur capacité de consommer ;
- b) compenser cette diminution par un accroissement de l'impôt sur les revenus des contribuables aisés ou riches — clientèle électorale à laquelle la droite ne veut surtout pas déplaire...

Disposant de ressources trop modestes, un foyer fiscal sur deux est dispensé de payer l'impôt sur le revenu, mais il ne sait guère qu'il pourvoit généreusement aux recettes de l'Etat qui, pour près des deux tiers, proviennent des impôts à la consommation. Quant aux foyers imposables, ils ne savent généralement pas que leur revenu est d'autant plus largement ponctionné qu'il est plus modeste. Ainsi, pour un couple marié avec deux enfants, l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux (17) atteint 46,95 % (soit 5,45 points de plus que la moyenne nationale) du revenu brut total pour un salaire équivalent au SMIC (environ 85 800 F par an), il descend à 36,98 % pour la tranche de revenus qui plafonne à 232 000 F, et atteint 41,35 % pour 536 000 F. Pourquoi de modestes salariés se soucieraient-ils, en accroissant leur consommation, de stimuler la machine économique et de relancer une croissance dont les fruits sont aussi inégalement répartis ? Pourquoi dilapideraient-ils leur épargne, constituée sou à sou, alors que, depuis une décennie, le système fait progresser la rémunération du capital sept fois plus vite que celle du travail ?

Consommez davantage, répète quand même la droite. En ce qui la concerne, elle n'est guère coutumière de trop rudes privations. Mais plus de la moitié de la population n'a tout simplement pas les moyens d'accroître ses dépenses : 60 % des Français ne disposent que de 33 % du revenu national, alors que les autres (40 %) en accaparent 67 %. C'est pourtant ces derniers que la droite cajole en leur faisant miroiter des abattements fiscaux. Son modèle, c'est l'Amérique où, en vingt ans, le salaire d'un patron est passé de 41 fois à 225 fois le salaire ouvrier moyen, pendant que les familles riches (1 % du total) voyaient leur patrimoine doubler et leur revenu s'accroître de 91 % (18). Enviable prouesse...

## Quand l'actionnaire évince le client

PENDANT ce temps, en Europe comme aux Etats-Unis, les entreprises continuent de licencier du personnel. Telle serait l'une des fâcheuses conséquences de « changements technologiques imprévus », écrit un ambassadeur allemand (19). Imprévus ? Où diable dormait-il alors que, depuis un bon quart de siècle, les débats font rage sur l'irruption d'outils informatisés qui chassent des ouvriers de leurs ateliers et des employés de leurs bureaux ? Il était à Bruxelles, comme commissaire européen chargé — cela ne s'invente pas — de l'énergie, de la recherche, de la science et de l'éducation...

Commentant les mouvements de grèves de décembre, un journaliste américain, Jim Hoagland, du Washington Post, observe que, en divers pays « et pas seulement en France », en réaction contre « des politiques pilotées par les marchés », grandit la révolte de tous ceux qui se sentent traités en « unités de production superflues (20) ».

Jim Hoagland reprend ainsi un thème précédemment traité dans un journal de New York qui écrivait : « Chaque jour on voit s'accroître la population dite « superflue », autrement dit la masse des gens pour qui la société actuelle n'a pas d'emploi et donc pas de moyens d'existence. » Titre de ce journal new-yorkais : Turn-Zeitung. Date de publication : 1<sup>er</sup> janvier 1852. Signature : Karl Marx (21).

Dans une économie de marché qui, au siècle dernier, ne s'était pas encore donné de règles démocratiques et sociales, ou qui, aujourd'hui, ne néglige aucun effort pour s'en débarrasser, la population « superflue » constitue une vaste tribu, dont le rôle économique est infiniment précieux. Sur le marché du travail, plus nombreux les femmes et les hommes en surnombre, et plus modérées les revendications de ceux qui jouissent de cet extravagant privilège : détenir un emploi rémunéré.

Par aveuglement, par ignorance, il arrive parfois, hélas que, inaptes à comprendre les lois qui gouvernent l'économie, et de surcroît cramponnés, selon M. Ballardur, à l'antique « religion des droits acquis (22) » ou, selon l'éditorialiste du Point, dévotement fidèles au « culte passéiste de l'Etat-providence (23) », ces « privilégiés » se mettent en grève et plongent le pays dans la détresse d'un « décembre noir (24) ». Pour s'en sortir et, enfin, retrouver la pleine joie de vivre, « il suffira de larguer peu à peu notre lourd handicap d'une culture d'assistance (25) ».

L'étrange « culture » qui inspire ces formules fulgurantes reste étrangère à M. Eric Greenberg, directeur des études de management à l'American Management Association: Analysant les drastiques réductions d'effectifs (downsizing) qui se poursuivent aux Etats-Unis comme ailleurs, il écrit : « Ce que ces entreprises font depuis le milieu des années 80, c'est licencier leurs clients (26). » Elles font stagner ou régresser la consommation, cassant la demande interne que les gouvernements voudraient stimuler.

Ministre américain du travail, M. Robert B. Reich a donc éprouvé le besoin de prendre la plume (27) lorsque AT&T a annoncé le licenciement de 40 000 salariés. Il se réfère non pas aux propos de l'éditorialiste du Point mais à ceux que, en 1951, tenait Frank Abrams, alors président de la Standard Oil of New Jersey : « Le rôle du management est de maintenir un équilibre équitable et efficace entre les droits des divers groupes directement concernés, les actionnaires, les salariés, les clients et le public en général. »

Les déréglementations ont été conçues pour rompre cet équilibre : en treize ans, l'accroissement des revenus est tombé à 79 % dans l'escarcelle des familles (1 % du total) qui, en dollars, disposent de l'équivalent de 2 200 000 F par an. Au détriment des salaires, les dividendes versés aux actionnaires ont progressé à grands pas. « Un chef d'entreprise prend de sérieux risques s'il hésite à faire tout son possible pour maximiser les dividendes de ses actionnaires », observe M. Robert B. Reich, qui ajoute : « L'entreprise est devenue le serviteur de l'actionnaire, et cela au moment même où grandit le scepticisme sur l'aptitude du gouvernement à protéger le reste de la

société. » Aux Etats-Unis comme en France, l'incivisme et, pis encore, tous les courants fondamentalistes et extrémistes se nourrissent de ce scepticisme grandissant.

Il serait profondément injuste de rendre les acteurs politiques seuls responsables de la montée des contestations. Les cabinets d'experts qui travaillent pour les comités d'entreprise et pour les syndicats connaissent bien ces sociétés dont « les directions jouent du licenciement comme d'un mode de gestion sociale » car elles « confondent l'intérêt et la pérennité de l'entreprise avec les exigences des actionnaires ». L'une d'elles a présenté en trois ans quatorze « plans sociaux », aimable euphémisme qui désigne les licenciements. Autre moyen de réduire la masse salariale pour le plus grand profit des actionnaires, la pratique des incitations financières aux départs volontaires, qui a pris une ampleur extraordinaire, coûte fort cher à la collectivité nationale, qui finance ainsi la stratégie de redéploiement mondial des entreprises à l'heure de la globalisation (28).

A persévérer dans cette voie, gouvernements et entreprises font grandir les ressentiments et frustrations qui drainent vers des positions extrêmes des populations indignées et désorientées par l'injustice qui les frappe. Dans une société prospère, impossible de tolérer le contraste croissant entre, d'un côté, la grande pauvreté et la précarité, et, de l'autre côté, une richesse fondée sur d'exorbitants privilèges.

Une « autre politique » serait-elle possible (29) ? « S'il s'agit, ironise M. Balladur, de laisser les déficits s'accroître, le franc s'affaiblir, et l'Europe éclater, alors [...] ce serait une catastrophe (30). » Il a raison. Et pourtant... Certes, l'expression « mensonge d'Etat » est, ces temps-ci, réservée à tout ce qui concernait la santé de l'ancien président de la République. Mais M. Balladur doit bien savoir que, pour résorber les déficits, soutenir un franc stable et construire l'Europe, une « autre politique » trouverait sans mal d'autres moyens que de pressurer encore davantage les revenus modestes, Il est, par exemple, possible de « rétablir l'équilibre entre la taxation des revenus du travail, qui sont surtaxés en France, et les placements financiers » — qui ne le sont pas assez. Ainsi parlait M. Alain Juppé (31)... Mais c'était le 6 septembre 1995. Avant le discours par lequel le président de la République, le 26 octobre, s'efforçait de rassurer les marchés.

Demain, c'est-à-dire au soir des élections législatives de 1998, les chefs des grands partis classiques réfréneront prudemment leur envie de se montrer sur les plateaux de la télévision. Ils se feront représenter par leurs seconds couteaux, investis d'une bien délicate et désagréable mission : sans véritable surprise, mais non sans embarras, commenter deux résultats connus dès maintenant — un taux d'abstention élevé et une progression des suffrages recueillis par le Front national.

CLAUDE JULIEN.

(1) Guy Birenbaum, auteur du Front national en politique (Balland, Paris, 1995) et de Vote de crise (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1995), dans Le Point, 11 novembre 1995.

(2) Entretien accordé au Monde, 16 janvier 1996, par Patrick Weil, auteur de La France et ses étrangers, Calmann-Lévy, Paris, 1995.

(3) Martine Aubry et Olivier Duhamel, Dictionnaire pour lutter contre le Front national, Le Seuil, Paris, 1995

(4) M. Charles Pasqua, entretien accordé à L'Express, 7-13 décembre 1995.

(5) M. Edouard Balladur, « L'espoir doit revenir », article dans Le Monde, 17 janvier 1996.

(6) Débat à l'Assemblée nationale, 16 novembre 1990.

(7) M. E. Balladur, article cité.

(8) Emission « Grand Jury RTL-Le Monde s, 18 novembre 1990.

(9) M. Edouard Balladur, entretien accordé au Monde, 28 octobre 1995.

(10) M. Balladur, « La confiance, la croissance et les comptes publics », article dans Le Monde, 14 novembre 1995.

(11) Pour le déficit budgétaire, chiffres cités par le projet de loi de finances ; pour la Sécurité sociale, chiffres de la commission des comptes, voir Le Monde, 14 novembre 1995.

(12) Le Monde, 2 février 1994.

(13) M. Balladur, article cité, Le Monde, 17 janvier 1996.

- (14) Titre de l'article de M. Léotard, Le Monde, 24 janvier 1996.  
 (15) Article cité, 17 janvier 1996.  
 (16) Article cité, 24 janvier 1996.  
 (17) Soit cotisations sociales, CSG, impôt sur le revenu, TVA, taxes sur les produits pétroliers, les alcools, les tabacs. D'après le rapport Ducamin, commandé par MM. Balladur et Sarkozy, rendu public en 1995 par M. Alain Madelin, alors ministre de l'économie et des finances.  
 (18) U. S. News and World Report, 22 janvier 1996.  
 (19) Guido Brunner, ambassadeur d'Allemagne à Madrid, "Too Bad, Monetarists, Maastricht Criteria Are Out of Season", International Herald Tribune, 11 décembre 1995.  
 (20) Jim Hoagland, « A Backlash Builds Against Market-Driven Politics », International Herald Tribune, 9-10 décembre 1995.  
 (21) Voir le texte intégral dans Karl Marx, OEuvres, tome IV, p. 1093, édition établie par Maximilien Rubel, La Pléiade, Gallimard, 1994.  
 (22) M. Balladur, article cité, 17 janvier 1996.  
 (23) (24) (25) Claude Imbert, Le Point, respectivement le 13 janvier 1996, le 6 janvier 1996, le 30 décembre 1995.  
 (26) Bob Herbert, « Meanwhile, the Producers Are Firing Their Customers. International Herald Tribune, 5 janvier 1996.  
 (27) Robert B. Reich, ministre du travail, « How to Encourage Corporations to Behave », International Herald Tribune, 5 janvier 1996.  
 (28) Voir Alternatives économiques, hors série n° 27, 1<sup>er</sup> trimestre 1996, pages 65 à 68.  
 (29) Voir Claude Julien, « Une autre politique », Le Monde diplomatique, septembre 1994.  
 (30) Article cité, 17 janvier 1996.  
 (31) Emission de RTL, voir « Jacques Chirac et Alain Juppé font appel à la solidarité des hauts revenus, Le Monde, 7 septembre 1995. Pour le détail des avantages fiscaux octroyés aux capitaux, voir Christian de Brie, « Taxer les revenus financiers », Le Monde diplomatique, février 1996.

**Tableau I - ÉVOLUTION DES DÉFICITS FRANÇAIS**

	1992	1993	1994	1995
Déficit budgétaire (en milliards de francs)	236,30	344,90	349,10	321,60
En % du PIB	3,37	4,87	4,73	4,15
Déficit Sécurité sociale (en milliards)	15,30	56,40	56,00	62,00

**Tableau II - IMPÔT SUR LE REVENU ET COTISATIONS SOCIALES**  
*(En pourcentage des prélèvements obligatoires)*

	Impôt sur le revenu	Cotisations sociales
FRANCE	13,50 %	40,10 %
ALLEMAGNE	27,10 %	37,20 %
Moyenne européenne	26,10 %	26,30 %
ÉTATS-UNIS	34,90 %	28,30 %
DANEMARK	53,40 %	3,10 %